



Informations du Guatemala

N° 61 - 2ème année

du 25 février au 1 mars 1984

POLITIQUE.

- C'est la dictature.
- Elections et armée.
- Le recensement électoral sous la contrainte.
- La méfiance des hommes politiques et la complaisance de Washington.
- Selon les F.A.R., le régime de Mejia est fragile.
- L'appuis de Washington au Guatemala coïncide avec l'escalade de la violence
- L'ambassadeur Chapin critique le gouvernement à son départ.
- Les troupes du Salvador et du Guatemala dans de prochaines manoeuvres.
- Contadora demandera le départ des assesseurs et la démocratisation.
- Tension entre le Guatemala et le Honduras à cause de Belize.
- Le colonel Lebos Zamora, vice-président.

ECONOMIE.

- Les industriels pour la réforme agraire.
- Les projets hydro-électriques, un désastre, selon la chambre d'industrie.

INSURRECTION.

- L'E.G.P. relate de nouveaux affrontements.
- L'armée annonce deux affrontements armés.

DROITS DE L'HOMME.

- Une campagne mondiale pour les disparus au Guatemala.
- La F.I.D.H. présente des preuves sur les prisons secrètes.
- Des étudiants demandent que soient punis les responsables de la répression.
- Les chefs militaires des patrouilles civiles rackettent les paysans.
- La vague de séquestrations s'accroît.
- Les rafles massives continuent, 712 captures en trois jours.
- Répression contre les syndicalistes, dénonce le C.N.U.S.
- Le boycott contre Coca Cola.

REFUGIES.

- "Rentrer au Guatemala signifie la mort".

POLITIQUEC'EST LA DICTATURE

"De fait nous sommes dans une dictature, puisque le général Oscar MEJIA VICTORES détient tous les pouvoirs entre ses mains, c'est lui le gouvernement", a dit le 27 février le colonel Pablo NUILA HUB, porte-parole de la présidence, répondant aux protestations qu'avaient provoquées dans différents secteurs sociaux et politiques les menaces du général MEJIA VICTORES de se transformer en dictateur si les hommes politiques n'acceptaient pas les normes électorales fixées par le gouvernement militaire.

Selon ces normes, le chef de l'état conservera les pouvoirs législatif et exécutif, et l'Assemblée Nationale Constituante à élire en juillet prochain, aura pour tâche exclusive l'élaboration de la constitution.

ELECTIONS ET ARMÉE

"L'armée sera le garant du processus électoral", a affirmé le 24 février Ramon ZELADA CARRILLO, sous-secrétaire de presse à la présidence, tandis que le président du tribunal suprême électoral, Arturo HERBRUGER, a dit que l'institution armée "collaborera au scrutin" et a qualifié cette participation d'"indispensable".

Les précédentes déclarations ont provoqué des manifestations de méfiance et de pessimisme de la part des groupes politiques qui participent au processus électoral. "Nous sommes à la veille d'une fraude semblable à celles des élections de ces dernières années", a commenté un démocrate chrétien.

LE RECENSEMENT ELECTORAL SOUS LA CONTRAINTE

Le recensement des citoyens ne peut être considéré de manière optimiste car beaucoup de gens se font recenser par peur d'être l'objet de représailles et de mesures punitives, et non avec le désir de participer à l'évènement électoral, a déclaré le 26 février l'éditorial du quotidien EL GRAFICO.

Des habitants des communes de San Andres Irzapa et de San Martin Jilotepeque, dans le département de Chimaltenango, à environ 55 kilomètres à l'ouest de la capitale, ont dénoncé les autorités locales de les avoir menacés de la prison s'ils ne se faisaient pas recenser.

Par ailleurs, des habitants de la zone 19 de Guatemala ont dénoncé l'arrestation, la semaine dernière, de plusieurs personnes par la police nationale qui les a prises pour des "suspects" pour n'avoir pas présenté leur récépissé de recensement.

Le recensement est exigé pour pouvoir voter aux prochaines élections constituintes.

Enfin, la première conclusion d'un rapport présenté le 29 février à la commission des droits de l'homme de l'O.N.U., réunie à Genève, établit que la majorité de la population du Guatemala a peu de possibilités d'exercer ses droits civiques et politiques, à moins que s'aténuent considérablement les actuels problèmes économiques, sociaux et culturels du pays.

LA MEFIANCE DES HOMMES POLITIQUES ET LA COMPLAISANCE DE WASHINGTON

Divers secteurs politiques ont manifesté la semaine dernière leur manque de confiance dans le processus électoral, alors que l'administration Reagan s'est montrée satisfaite par le processus en question.

Alejandro MALDONADO AGUIRRE du Parti National Rénovateur a indiqué que "partout dans la république, les gens ont à nouveau peur", et il a assuré que "la violence est en ce moment le pire ennemi du processus de démocratisation".

Mario AGUILAR ARROYO du Parti Central Authentique Nationaliste, de droite, a déclaré que la violence gouvernementale est en train d'affecter le processus électoral, "on poursuit et on agresse les dirigeants politiques en les menaçant, et cela se retrouve dans tout le peuple du Guatemala : Il y a la peur, la crainte, l'angoisse, mais aussi un mécontentement énorme", a déclaré AGUILAR ARROYO.

Le 27 février, Haroldo CABRERA de la démocratie chrétienne a déclaré que le Guatemala se trouve dans une crise aigue qui pourrait se transformer "en une rupture définitive" dans la possibilité de trouver "une nouvelle forme de coexistence nationale" de manière pacifique.

Le parti social-démocrate Front Uni de la Révolution a lancé le 25 février un appel au gouvernement afin que la vie des personnes soit respectée et que la liberté d'expression soit garantie.

Enfin, le colonel Pablo NUILA HUB, porte-parole de la présidence, a fait le 24 février allusion à la demande d'aide économique et militaire pour le Guatemala que le président Ronald REAGAN a présentée devant le congrès de son pays. "Il est merveilleux, a déclaré NUILA, qu'à l'étranger on accorde de la crédibilité au processus électoral, à l'inverse de ce qui a lieu dans le secteur politique minoritaire du pays".

SELON LES F.A.R., LE REGIME DE MEJIA EST FRAGILE

Le gouvernement du général MEJIA VICTORES a atteint un état de fragilité comparable à celui du précédent gouvernement de RIOS MONTT, et de là on ne peut écarter la possibilité d'un nouveau coup d'état, ont déclaré les Forces Armées Rebelles (F.A.R.) dans leur bulletin le plus récent, en date du 25.

Les F.A.R. soulignent "la précarité de la centralisation de la gestion politique et la relativité de la reconstitution des structures traditionnelles de la hiérarchie militaire, ainsi que l'accentuation des affrontements avec des secteurs du pays de plus en plus nombreux.

Le communiqué des F.A.R. précise que MEJIA "semble suivre au pied de la lettre les principes de base du Plan National de sécurité et de développement, commencé en avril 1982".

L'APPUI DE WASHINGTON AU GUATEMALA COINCIDE AVEC L'ESCALADE DE LA VIOLENCE

Le gouvernement du Guatemala est entrain de mener une nouvelle escalade dans la répression et l'intimidation contre la population indigène, les forces de guerrilla et l'opposition politique légale du pays, a affirmé un communiqué de presse du conseil aux affaires hémisphériques (COHA), publié à Washington le 24 février.

Le COHA, institution privée spécialisée dans les relations entre les Etats Unis et l'Amérique latine, observe que cet accroissement de la répression gouvernementale coïncide avec la tentative de l'administration Reagan

de rétablir l'assistance militaire au Guatemala, contre la position du Congrès nord-américain et même contre celle de la commission Kissinger, qui recommandait de conditionner une telle assistance à l'amélioration de la situation des droits de l'homme.

Après avoir signalé que les hélicoptères que REAGAN veut réparer, avec des pièces d'une valeur de plus de deux millions de dollars, "seront utilisés pour attaquer des concentrations civiles dans des zones habitées par les communautés indigènes", le COHA indique que Washington veut "acheter grâce à ces fonds la pleine intégration du Guatemala" au plan militaire régional contre le Nicaragua et les guerrilleros salvadoriens.

L'AMBASSADEUR CHAPIN CRITIQUE LE GOUVERNEMENT A SON DEPART

L'ambassadeur des Etats Unis Frederick CHAPIN a attaqué le régime militaire pour sa violation des droits de l'homme et a reconnu la précarité des conditions de vie qui prévalent au Guatemala, ceci peut de temps avant de mettre fin à sa mission diplomatique.

Le 27 février, dans son discours d'adieu, l'ambassadeur a déclaré : "Je ne vais pas traiter de la violation des droits de l'homme parce que c'est une réalité, ni traiter de la faim et de la misère parce que c'est aussi une réalité".

Le général MEJIA VICTORES se référant le 29 au déjà ex-ambassadeur, a déclaré "Il n'y avait pas de problème avec lui, mais il n'a rien fait pour nous".

CHAPIN était à la tête de la mission diplomatique nord-américaine au Guatemala depuis la mi 1981.

LES TROUPES DU SALVADOR ET DU GUATEMALA DANS DE PROCHAINES MANOEUVRES

Les armées du Guatemala et du Salvador pourront participer aux prochaines manoeuvres conjointes au Honduras, a confirmé le 24 février le général Paul GORMAN, chef du commandement sud de l'armée des Etats Unis, dont le siège est à Panama et qui contrôle les opérations militaires conjointes qui ont lieu en Amérique centrale.

Devant le sous-comité du sénat nord-américain, GORMAN a affirmé que les manoeuvres "GRANADERO I" qui auront lieu dans la zone frontalière entre le Guatemala, le Salvador et le Honduras, commenceront en mai prochain.

A ce jour, a déclaré GORMAN, les assesseurs nord-américains ont entraîné 3.300 soldats centro-américains, mais ce nombre s'élèvera à environ 29.000 pendant les prochaines manoeuvres.

CONTADORA DEMANDERA LE DEPART DES ASSESSEURS ET LA DEMOCRATISATION

Les chanceliers du groupe de CONTADORA ont annoncé à Panama le 29 que le 30 avril sera signé un pacte de paix pour l'Amérique centrale qui, entre autres choses, fixe le départ des militaires étrangers et l'établissement de systèmes démocratiques dans la région.

En outre, une parlementaire allemande qui fait partie de la délégation de son pays en visite officielle au Guatemala, a déclaré le 29 : "Tant que les Etats Unis ne quitteront pas la région centro-américaine, celle-ci continuera à se débattre dans la crise; la présence nord-américaine rendra nul le travail du groupe de CONTADORA".

TENSION ENTRE LE GUATEMALA ET LE HONDURAS A CAUSE DE BELIZE

"Nous déplorons clairement et catégoriquement la visite du premier ministre de Belize au Honduras et nous prendrons les décisions que nous jugerons appropriées", a déclaré le 27 février le chancelier Fernando ANDRADE.

George PRICE, premier ministre de Belize, a visité officiellement le Honduras dans la dernière semaine de février pour amorcer un processus d'intégration de son pays dans l'ensemble des pays centro-américains, a t'on informé officiellement au Honduras.

Edgardo PAZ BARNICA, chancelier du Honduras, a affirmé le droit de son gouvernement " à inviter le chef du gouvernement d'un pays ami" et il a indiqué que Belize peut faire partie de la communauté régionale.

Le gouvernement du Guatemala soutient que Belize, excolonie britannique, fait partie de son territoire national, et il maintient un litige sur cette question avec le Royaume Uni. La chancellerie a réaffirmé "son droit total" interdire l'entrée de Belize dans les organismes centro-américains.

LE COLONEL LOBOS ZAMORA, VICE PRESIDENT

Le colonel Rodolfo LOBOS ZAMORA, chef de l'état major de l'armée, a été nommé le 27 février vice-président par le général Oscar MEJIA VICTORES.

LOBOS ZAMORA est un homme de confiance du général MEJIA, ce qui a fait que la mesure a été interprétée par les cercles politiques comme une tentative pour maintenir l'hégémonie de l'actuelle fraction militaire qui gouverne le pays.

Danilo BARILLAS, secrétaire général du Front Civique Démocratique, centriste, a déclaré le 29 : "La nomination de LOBOS ZAMORA peut s'interpréter comme la volonté de consolider le gouvernement et d'éviter que ne se produise au Guatemala un nouveau coup d'état".

Pour sa part, MEJIA VICTORES a déclaré : "La création de cette charge est destinée à prévenir mes absences du pays ou les attentats qui pourraient me tuer, on m'a menacé et je ne suis pas immortel".

ECONOMIE

LES INDUSTRIELS POUR LA REFORME AGRAIRE

Le Centre de Recherches Economiques Nationales (C.I.E.N.), lié aux secteurs industriels, a ouvert le 28 février un forum sur la réforme agraire dans le pays, auquel ont participé des fonctionnaires du Salvador et l'Agence Internationale pour le Développement (A.I.D.) des Etats Unis.

"La réforme agraire peut devenir un moyen pour atteindre une amélioration du niveau de vie des guatémaltèques", a assuré Juan Carlos SIMONS, directeur du C.I.E.N.

La réalisation du forum a causé l'indignation parmi les agroexportateurs qui depuis trente ans se sont opposés à un quelconque projet dans ce sens.

LES PROJETS HYDRO-ELECTRIQUES, UN DESASTRE; SELON LA CHAMBRE D'INDUSTRIE

L'énergie électrique au Guatemala est la plus chère du monde, a déclaré le 28 février dans un communiqué de presse la Chambre d'Industrie du Guatemala

(C.I.G.), qui a également dénoncé l'inefficacité de l'Institut National d'Electrification (INDE), créé il y a 22 ans.

Selon la C.I.G., les projets hydro-électriques entrepris par l'INDE "se sont révélés désastreux", et elle donne comme exemple les centrales hydro-électriques de Chizoy et de Aguacapa, où les défauts de construction représentent une perte de deux cents mille dollars par jour pour le pays.

Les industriels ont demandé que l'on recherche et que l'on punisse les responsables de tels désastres, et que le secteur électrique soit restructuré par la suppression du monopole de l'INDE et la participation du secteur privé.

INSURRECTION

L'E.G.P. RELATE DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS

Selon un communiqué insurgé diffusé le 25 février, l'Armée Guerrillera du Peuple (E.G.P.) a provoqué 43 morts et un nombre indéterminé de blessés parmi les troupes gouvernementales dans des affrontements qui ont eu lieu à Nebaj, département de El Quiche, au nord-ouest du pays.

L'E.G.P. a relaté d'"intenses combats et des attaques continuelles" contre des troupes de l'armée installées dans le village de Vicampanavitz, de la commune de Nebaj, où le 22 février ont été abattus 25 éléments des troupes gouvernementales.

L'organisation insurgée a également informé qu'entre le 7 et le 10 février elle a réalisé huit attaques de harcèlement dans différents endroits de la même commune, actions qui ont provoqué la mort de 18 soldats et un certain nombre de blessés.

L'ARMÉE ANNONCE DEUX AFFRONTEMENTS ARMES

L'armée annonce un affrontement entre les troupes gouvernementales et les insurgés qui a eu lieu le 25 à San Miguel Pajapa, Pajapita, dans le département de San Marcos, ouest du pays, où quelques jours auparavant l'armée avait pratiqué des enlèvements et des assassinats en masse, selon les dénonciations d'habitants de la région.

En outre, le département des relations publiques de l'armée a annoncé un autre affrontement le 28 à Patzumal, commune de Nebaj, dans le département de El Quiche.

DROITS DE L'HOMME

UNE CAMPAGNE MONDIALE POUR LES DISPARUS AU GUATEMALA

La Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (C.D.H.G.) a lancé le lundi 27 février une "campagne mondiale pour la vie, la liberté des disparus forcés et involontaires, les inculpés enlevés et les condamnés par les tribunaux d'exception".

La C.D.H.G. a affirmé que, dans ces 17 dernières années, ont eu lieu au Guatemala 35 000 disparitions forcées, alors qu'aucun des gouvernements militaires successifs n'a ouvert d'enquête à ce propos, ni livré les responsables de ces "crimes de lèse-humanité" aux tribunaux.

Durant ces dernières années, assure l'organisme humanitaire, on connaît une augmentation des disparitions forcées, pratique qui "croît de façon alarmante" depuis que le général MEJIA VICTORES est à la tête du gouvernement. Plus de 200 personnes ont été victimes de disparition durant le premier mois de 1984, selon la C.D.H.G..

LA F.I.D.H. PRESENTE DES PREUVES SUR LES PRISONS SECRETES

La cour suprême de justice du Guatemala refuse d'assumer ses responsabilités face à la situation de violence gouvernementale que vit le pays, déclare une lettre envoyée au président de l'organisme judiciaire, Ricardo SAGASTUME VIDAURRE, par le docteur Antonio GARCIA BORRAJO, vice-président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (F.I.D.H.), le 23 février.

"Afin que cesse ce crime féroce et que l'état de droit soit rétabli au Guatemala", le docteur GARCIA BORRAJO offre de venir dans le pays accompagné de deux députés européens et de montrer au président de la cour suprême de justice les endroits où se trouvent les prisons secrètes, les centres de torture et les cimetières clandestins. La lettre mentionne en particulier "les locaux du palais présidentiel où l'on torture, et les bases militaires qui sont des lieux de détention et de torture".

Le document affirme que la F.I.D.H. détient les noms de plus de 1 500 personnes séquestrées et propose d'"apporter les preuves nécessaires afin d'ouvrir les poursuites criminelles correspondantes, si le président de la cour en prend la décision".

DES ETUDIANTS DEMANDENT QUE SOIENT PUNIS LES RESPONSABLES DE LA REPRESSION

"Sur toutes les garanties individuelles affirmées par les lois du pays, il ne s'en respecte pas une seule", déclare l'Association des Etudiants Universitaires (A.E.U.) de l'université nationale, dans un communiqué de presse publié le 23 février.

"Les soit-disants corps de sécurité, après avoir séquestré une personne, séquestrent également ses proches et pratiquent de nombreux délits, comme de demander des rançons aux personnes séquestrées", affirme l'A.E.U. qui demande que soient punis les responsables, tant policiers que militaires, "pour la répression qui frappe les femmes, les personnes âgées et les enfants".

LES CHEFS MILITAIRES DES PATROUILLES CIVILES RACKETTENT LES PAYSANS

Des habitants des villages de Chupzorop, Checalibal et d'autres de la commune de Chichicastenango, département d'El Quiche, dans le nord-ouest du pays, sont rackettés par les chefs des patrouilles civiles et par les autorités locales, ont accusé le 23 février Juan QUINO SAY, Samuel QUINO LINDO et Manuel QUINO.

Les chefs des patrouilles, généralement délégués de l'armée ou anciens soldats, obligent les paysans à leur verser de l'argent en les menaçant de les accuser d'être des guerrilleros et de les emmener à la caserne.

Les plaignants ont affirmé que Felipe MORALES MEJIA a été emprisonné pour avoir protesté contre cette pratique illégale.

LA VAGUE DE SEQUESTRATIONS S'ACCROIT

Selon des informations de presse, les forces de sécurité du gouvernement ont effectué des séquestrations massives dans les zones rurales des départements de Quetzaltenango, San Marcos et Solola, dans l'ouest du pays, ainsi que dans le département d'Escuintla, dans le sud,

Au moins dix personnes ont été enlevées dans le village de Ocos, San Marcos, et d'autres l'ont également été dans les villages de Miriam et El Transito,

Santa Lucia Cotzumalguapa, Escuintla.

En outre, Luis Rodrigo HERNANDEZ GUTIERREZ, étudiant en économie, a été séquestré le 23 février à l'hôpital Roosevelt de la capitale, où a également été séquestré le dirigeant syndical de la fabrique de chewing-gum Adams.

Le 29, l'archevêque Prospero PENADOS a déclaré : "Les conditions d'insécurité et d'inquiétude persistent dans le pays", tandis que le général MEJIA VICTORIES a affirmé : "La violence a diminué depuis un peu plus d'une semaine, et il n'y en a plus eu récemment".

LES RAFLES MASSIVES CONTINUENT, 712 CAPTURES EN TROIS JOURS

712 personnes ont été arrêtées dans des rafles massives effectuées par les forces de sécurité dans la ville de Guatemala entre le 25 et le 27 février a informé le service de presse de la police nationale.

Ces personnes, de sexe et d'âge variés, dont plusieurs mineurs, ont été arrêtées comme "suspectes ou dépourvues de papiers d'identité", selon la version officielle.

REPRESSION CONTRE LES SYNDICALISTES, DENONCE LE C.N.U.S.

Quatorze dirigeants syndicaux et délégués du personnel ont été victimes de la violence gouvernementale depuis novembre 1983 jusqu'au 23 février passé a dénoncé le Comité National d'Unité Syndicale (C.N.U.S.). Outre l'enlèvement et l'assassinat, déclare le C.N.U.S., la répression contre les travailleurs prend la forme de fermetures d'entreprises, de menaces et de refus de conventions collectives.

L'organisation ouvrière a déclaré que la fermeture de l'usine d'embouteillage Coca Cola est une manœuvre pour détruire le syndicat et licencier massivement les travailleurs, et plus tard réouvrir l'entreprise.

LE BOYCOTT CONTRE COCA COLA

L'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation et dérivés (U.I.T.A.) a lancé le 28 février un appel au boycott des produits Coca Cola, après l'éche des négociations sur la réouverture des filiales de cette compagnie au Guatemala.

La Coca Cola a suspendu ses activités la semaine dernière pour raison de "fail lite", mais le ministre du travail et des affaires sociales a annoncé que l'entreprise n'avait pas respecté les normes légales qui régissent la fermeture pour faillite.

Le secrétaire général de l'U.I.T.A., Dan GALLIN, qui réside à Genève, Suisse, a donné l'ordre de boycotter la boisson aux 160 syndicats affiliés à l'U.I.T.A. dans 60 pays des quatre continents, et il a amorcé une campagne d'appuis aux licenciés guatémaltèques qui sont environ 1 200, outre les chaînes d'embouteillage que la Coca Cola possède au Guatemala.

REFUGIES

"RENTREER AU GUATEMALA SIGNIFIE LA MORT"

"Les guatémaltèques ne rentreront dans leur pays d'origine que si leur retour est volontaire et individuel", ont déclaré le 26 février à Mexico Alfredo WITSCHI CESTARI et Pierre MICHAELIS, responsables des programmes du haut commissariat pour les réfugiés aux Nations Unies (A.C.N.U.R.) dans ce pays. WITSCHI et MICHAELIS ont indiqué que pour les réfugiés "retourner au Guatemala signifie la mort", ce qui fait qu'ils désirent rester au Mexique jusqu'à ce que la paix soit revenue au Guatemala.